Master Droit Public Approfondi et des Affaires (Délocalisé à Beyrouth)

Parcours

- Droit public des affaires

Présentation

Objectifs

L'Université Jean Moulin Lyon 3 (UJML) et l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ) proposent une formation menant à la délivrance d'un double diplôme libanais et français :

- du côté libanais, le master de « Droit public général » (option « droit public approfondi » ou option « droit public des affaires ») délivré par l'USJ
- du côté français, soit la 2e année du master de « droit public approfondi », soit la 2e année du master « droit public des affaires » délivrés par l'UJML

Les cours sont assurés par des enseignants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

L'objectif du parcours est de faire des étudiants des juristes de droit public, ayant vocation à occuper des métiers faisant appel à des connaissances transversales en matière de droit public, de fiscalité, de droit des sociétés, et plus largement du droit des affaires. Ils sont capables d'intégrer le monde des entreprises, les collectivités locales ou encore de devenir avocats ou conseillers de tribunaux administratifs (après examen ou concours).

Spécificités

Le cursus se déroule à l'USJ sur une année universitaire.
Les étudiants du Programme sont inscrits à la fois à l'UJML et à l'USJ.

Au second semestre, des étudiants de l'UJML inscrits dans les parcours Droit public fondamental ou Droit public des affaires, peuvent venir effectuer leur second semestre à l'USJ dans le Programme. Le nombre de candidats est déterminé annuellement après sélection et sous réserve de l'accord du responsable de ces parcours.

Durée de la formation

1 an

Lieu(x) de la formation

- Beyrouth (Liban)

Public

Niveau(x) de recrutement

- Bac + 4
- Bac + 3

Contacts

- Responsable de la formation
  - Madame Caroline CHAMARD-HEIM
- Pôle programmes délocalisés diplomesdelocalises@univ-ly

Admission

Candidature

Conditions d'admission / Modalités de sélection

Le Programme s'adresse aux titulaires de la licence libanaise en droit, sanctionnant quatre années d'études juridiques, aux titulaires d'une 1ère année de master français en droit ainsi qu'aux titulaires d'un diplôme délivré par un autre État, répondant aux critères fixés par l'alinéa suivant.

Les candidats titulaires de diplômes délivrés dans d'autres États, notamment ceux du Moyen-Orient et du Golfe Persique, doivent justifier d'au moins quatre années d'études juridiques. Toutefois, il peut être tenu compte des spécificités de la formation juridique dans certains États. Dans ce dernier cas, la durée de la formation en droit ne peut être inférieure à trois années.

Les personnes titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur et justifiant d' une expérience professionnelle significative en droit peuvent également être admises sur décision du jury de sélection et après avis de la commission des équivalences du Ministère libanais de l'enseignement supérieur ainsi que la Commission des équivalences de l'USJ.

Tous les candidats doivent justifier de la maîtrise de la langue française, certifiée au niveau B2 au minimum.

La sélection des candidats se fait au regard de critères qui recouvrent, notamment :

- leur niveau universitaire et leurs résultats académiques antérieurs,
- leur maîtrise des langues française et, subsidiairement, anglaise,
- leur motivation,
- leur projet professionnel.

La sélection se fait sur dossier et peut impliquer un entretien avec le candidat.

Et après ?

Niveau de sortie

Année post-bac de sortie

- Bac + 5

Activités visées / compétences attestées

- Maîtrise de la rigueur du raisonnement juridique et maîtrise des règles du droit public
- Adaptabilité au monde professionnel par une capacité à trouver une solution juridique à tout type de questions soulevées
- Appréhension des enjeux et des règles du jeu du monde administratif
- Capacité de recherche approfondie
- Capacité de pédagogie dans la présentation et le règlement des dossiers juridiques
- Capacité de porter un projet juridique
- Maîtrise du contentieux administratif et par conséquent des procédures contentieuses
- Maîtrise de l'anglais
- Maîtrise des outils numériques
- Capacité à préparer, animer et rendre compte des travaux en réunion, groupe de travail, séminaire

Secteurs d'activité ou type d'emploi

- Avocat
- Cadre administratif territorial ou d'État
- Magistrat administratif
- Magistrat CRC
- Commissaire aux armées
- Commissaire de police
- Conseiller juridique
- Enseignant chercheur
- Juriste d'entreprise privée comme publique
- Juriste dans les autorités de régulation (CRE, ARCEP, CSA...)

Programme

Télécharger la maquette du programme